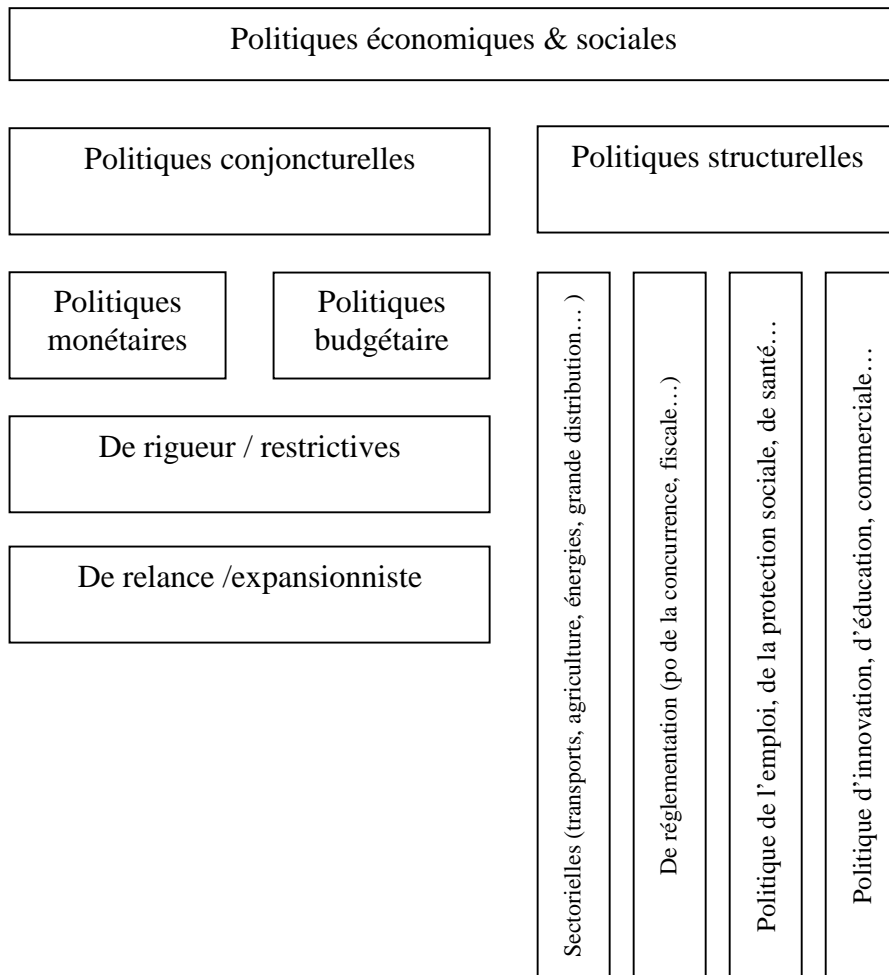


## Galypette n°6 : Les politiques économiques et sociales



Les **POLITIQUES ECONOMIQUES** désignent l'ensemble des décisions et mesures prises par les pouvoirs publics afin d'atteindre, via des instruments d'action, certains objectifs définis par le gouvernement. Il existe une grande variété de politiques économiques, mais aussi **SOCIALES** (mesures visant à agir sur les inégalités et l'accès aux B&S jugés indispensables).

Au sein des politiques économiques, les économistes distinguent les politiques **CONJONCTURELLES** des politiques **STRUCTURELLES**. Les politiques conjoncturelles recouvrent les mesures mises en œuvre par les pouvoirs publics afin d'agir à court terme sur l'activité économique (sur la conjoncture) d'un pays afin d'atteindre les objectifs jugés souhaitables (faible taux de chômage, faible taux d'inflation, taux de croissance élevé, balance commerciale excédentaire notamment, cf. « Carré magique »). Il existe 2 grandes familles de politiques conjoncturelles : les politiques monétaires qui agissent par le biais de la création/restriction monétaire et les politiques budgétaires qui agissent par le biais du déficit/excédent budgétaire.

Les politiques structurelles visent à agir sur les données structurelles de l'économie (marché du travail/législation, degré de concentration des entreprises, privatisation/nationalisation, pôles de compétitivité, protection sociale, infrastructures, aménagement du territoire...)

**TOUTES** les politiques conjoncturelles peuvent viser la relance ou la rigueur selon le sens dans lequel les pouvoirs publics font jouer les instruments monétaires ou budgétaires.

	<b>De relance / Expansive</b>	<b>De rigueur / Restrictive / D'austérité</b>
<b>Monétaire</b>	<b>Obj</b> : relancer la croissance et l'emploi <b>Moyen</b> : BC baisse son taux directeur <b>Effets pervers</b> : tensions inflationnistes	<b>Obj</b> : ralentir l'inflation pour restaurer la compétitivité <b>Moyen</b> : BC accroît son taux directeur <b>Effets pervers</b> : ralentissement croissance, chômage
<b>Budgétaire</b>	<b>Obj</b> : relancer-stimuler la croissance et l'emploi <b>Moyens</b> : hausse dépenses publiques (création d'emplois publiques, relèvement des bas revenus, déficit budgétaire), baisses d'impôts. <b>Effets pervers</b> : <u>contrainte extérieure</u> <sup>1</sup> , service de la dette	<b>Obj</b> : ralentir la croissance inflationniste, réduire le déficit budgétaire <b>Moyens</b> : hausse des impôts, réduction des dépenses publiques, équilibre voire excédent budgétaire <b>Effets pervers</b> : déprime la demande et l'investissement
<b>Objectif intermédiaire</b>	Stimuler l'investissement et la consommation	Désinflation, modération salariale.

La difficulté est que les objectifs économiques sont souvent **incompatibles et contradictoires**. En fixant une priorité à la croissance et l'emploi, on risque de provoquer un surcroît d'inflation, et inversement. La politique économique conjoncturelle se trouve ainsi souvent confrontée à des **dilemmes** qui imposent des **choix, arbitrages** et **dosages** (Quel est l'objectif prioritaire : la compétitivité ou l'emploi ?).

Les politiques conjoncturelles et structurelles interagissent entre elles. Par exemple, une politique monétaire restrictive passera par des taux d'intérêt élevés ce qui renchérra le prix des exportations et forcera les industries à se restructurer afin de rester compétitives (effets structurels).

Politiques monétaires et budgétaires sont le plus souvent combinées pour accroître les effets ou limiter les effets négatifs. Dans les années 1980, aux USA par exemple, a été menée une politique mixte (*policy mix* qui combine la relance et la rigueur) sous la présidence de Ronald Reagan qui a consisté à accroître les dépenses militaires et baisser les impôts, mais en même temps à maintenir des taux d'intérêt élevés (idem dans les années 1990 sous la présidence de Bill Clinton : excédent budgétaire et politique des taux laxiste).

Croissance et Emploi sont 2 variables qui sont corrélées positivement, ainsi que Inflation et Solde du commerce extérieur (X-M). En effet, un fort taux de croissance du PIB sera créateur d'emplois et un faible taux de chômage favorise une croissance soutenue par la consommation des ménages ; alors que l'inflation dégrade la compétitivité-prix des exportations et encourage les consommateurs à consommer des produits importés (moins chers) ce qui dégrade le solde commerciale et inversement.

En revanche croissance et inflation sont en tension, ainsi que chômage et inflation : une forte croissance est inflationniste. En effet, elle entraîne des décalages d'ajustement entre offres et demandes qui impliquent souvent de l'inflation (>5%). Réciproquement, une inflation trop faible (1 à 3%) ne permet pas une croissance soutenue : la faible inflation est souvent la conséquence de taux d'intérêt réels élevés qui freinent le crédit et donc l'investissement et la consommation. Les économistes distinguent 2 grands mécanismes inflationnistes :

- L'inflation par la demande : si la demande augmente subitement, la pression sur l'offre (D>O) permet aux producteurs d'accroître leurs prix.
- L'inflation par les coûts : Si les salaires augmentent subitement, les coûts de production (dont coût du travail) augmentent ce qui réduit la marge bénéficiaire des producteurs sauf s'ils augmentent leurs prix en conséquence. Mais ce faisant le pouvoir d'achat des salariés est amoindri, ils revendiquent des rattrapages de salaires et la boucle reprend (d'autant plus si le plein-emploi est atteint). C'est pourquoi en France en 1983, le gouvernement socialiste de Pierre Mauroy a décidé de supprimer **l'indexation des salaires aux prix** (inflation à 2 chiffres !). Il s'agissait d'un mécanisme automatique de rattrapage des prix par les salaires afin de garantir la stabilité du pouvoir d'achat. Cette mesure a permis de ralentir l'inflation, elle a ainsi participé d'une politique dite de désinflation compétitive (baisse du coût du travail pour gagner en compétitivité-prix) qui a vu la part des salaires dans la valeur ajoutée décroître (aujourd'hui partage VA ≈ 1/3 profit, 2/3 salaires).

<sup>1</sup> Influence des échanges extérieurs d'un pays engendrant une limitation des marges de manœuvre de la politique économique : les 3 plus connues sont ① L'inefficacité relative d'une politique budgétaire de relance en économie ouverte : l'effet multiplicateur est amoindri par les fuites à travers la consommation de produits importés : dégradation du solde commercial et déficit budgétaire ② Les dangers de baisser le taux d'intérêt en dessous de celui des pays voisins : fuite des capitaux, dépréciation monétaire ③ Taux d'inflation supérieur à ceux des voisins : handicap de compétitivité.